

Point de presse conjoint de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur l'organisation du gouvernement économique de l'Europe après la crise financière et sur les relations euro-russes, à Deauville (Calvados) le 18 octobre 2010.

LE PRESIDENT - Je voudrais vous dire combien je suis heureux de recevoir la Chancelière MERKEL en France une nouvelle fois. Nous venons de prendre en commun des décisions, s'agissant de l'organisation du gouvernement économique de l'Europe. La crise financière a montré la nécessité d'une réforme de nos procédures pour corriger nos déficits et pour mieux coordonner nos politiques économiques. Nous avons donc décidé d'une proposition franco-allemande pour atteindre ces objectifs.

Un Etat en déficits publics excessifs qui n'aurait pas pris, au bout de six mois, les mesures de redressement nécessaires serait sanctionné. Le Conseil pourra également décider à la majorité qualifiée de prendre des sanctions, à titre préventif, si un Etat ne réduit pas suffisamment ses déficits.

Nous avons voulu des procédures de sanctions plus courtes, plus efficaces, nous avons voulu préserver le rôle central du Conseil européen, c'est lui qui doit décider, à la majorité qualifiée. Nous souhaitons la mise en place rapide de ces mesures et à cette fin, nous porterons ensemble, l'Allemagne et la France, une procédure de révision des traités, pour que des sanctions politiques puissent être prises et pour que les mécanismes de soutien soient pérennisés afin d'assurer la stabilité financière de la zone euro. Enfin, nous sommes prêts à demander à Monsieur Van ROMPUY d'assurer une mission pour nous proposer cette révision du traité et les modalités d'implication du secteur privé.

En bref, l'Allemagne et la France considèrent qu'il faut tirer les conséquences de la crise qui a failli emporter le monde. Nous voulons que plus jamais, les pays se trouvent dans la même situation. Nous nous sommes rapprochés pour prendre des positions communes et nous continuerons ce mouvement pour toute la durée de la présidence française du G20 et G20 sur lequel Angela MERKEL et moi, nous avons déjà commencé à travailler. Par courtoisie pour nos amis Coréens qui assurent la présidence du G20, nous ne parlerons pas du détail de nos discussions, mais tout au long de ce G20, l'Allemagne et la France feront des propositions communes, agiront de concert et mèneront ensemble les trois grands chantiers de l'ordre du jour de la présidence française, notamment sur la question essentielle du nouvel ordre monétaire international.

MME ANGELA MERKEL -- Je voudrais dire tous mes remerciements pour l'excellente hospitalité qui nous est accordée ici, à Deauville, dans cette très belle station. C'est la première fois que je m'y rends et cela me fait tout particulièrement plaisir.

Nous avons préparé ensemble les prochaines étapes pour le Conseil européen, notamment dans l'optique des travaux du groupe Van ROMPUY et nous nous sommes mis d'accord sur les

modalités d'application des sanctions sans qu'il soit immédiatement nécessaire de modifier les traités afin de pouvoir réagir rapidement à la crise, exactement comme l'a présenté Nicolas SARKOZY.

Mais il faut voir au-delà, sachant qu'en 2013, les mécanismes de soutien arrivent à expiration et il faudra à ce moment-là trouver un mécanisme durable qui permette de fournir des solutions plus stables et durables que les mécanismes actuels de lutte contre les crises. Voilà pourquoi il faudra passer par une révision des traités afin que, dans l'hypothèse où une nouvelle crise de cet ordre surviendrait, nous puissions associer les créanciers du secteur privé qui devraient à ce moment-là pouvoir être mis à contribution pour répondre aux problèmes posés par une telle crise. Il est extrêmement important que nous arrivions à mettre en place un tel mécanisme pour que chacun assume pleinement ses responsabilités et c'est là précisément l'un des enseignements que nous avons tiré de cette crise. Et je crois que nous avons, par notre accord d'aujourd'hui, pu montrer que d'un côté, nous nous sommes donnés les moyens d'agir rapidement en cas de nécessité et sans avoir besoin de changer les traités immédiatement, mais qu'à l'horizon 2013, les traités devront être révisés pour nous doter d'un mécanisme durable de résolution des crises. J'ai également donné toutes les assurances au Président de la République pour dire que nous sommes prêts à coopérer très étroitement avec la présidence française du G20. L'Allemagne est prête à jouer son rôle dans cette entreprise et apporter tout son soutien au travail qu'accomplira la présidence française. Ce sera une présidence tout à fait capitale car ce sera la présidence qui viendra après la crise qui, par conséquent, fixera les choix essentiels pour l'avenir de ces différents mécanismes. Je crois que l'on ne peut que se féliciter de ces entretiens que nous avons eus aujourd'hui.

QUESTION -- Je représente la chaîne TV ARD. Vous allez dans quelques instants vous retrouver avec le Président russe, M. MEDVEDEV, et vous allez certainement aborder les questions ayant trait à la sécurité. Comment pensez-vous pouvoir convaincre la Russie de participer au bouclier anti-missile de l'OTAN ?

MME ANGELA MERKEL -- Je crois que notre rencontre avec le Président russe a notamment pour objet de renforcer la base de confiance de notre coopération avec la Russie. Depuis la fin de la guerre froide, la Russie est un partenaire, un partenaire stratégique de l'Europe. Je crois qu'il y a énormément de convergence dans l'analyse des grandes menaces et je crois qu'en se basant sur une analyse commune des grandes menaces, des grands risques du XXI^{ème} siècle, peut aussi développer une coopération extrêmement utile entre nous. Il ne s'agit en rien de préjuger des entretiens qui vont avoir lieu tout à l'heure, mais je crois que si l'on développe la confiance entre nous, nous saurons nous donner les moyens de conduire ensemble cette stratégie face aux menaces puisque nous sommes, si l'on peut dire, dans le même bateau.

LE PRESIDENT -- Je crois que le mot important qu'a employé la Chancelière, c'est le mot « confiance ». Nous pensons tous les deux que la guerre froide est terminée & que le pacte de Varsovie, c'est terminé & que l'Union soviétique, c'est le passé & et donc que les Russes sont nos amis et que nous voulons être amis des Russes, que nous avons beaucoup de choses à construire ensemble. Et en même temps, il y a eu l'histoire du XX^{ème} siècle en Europe. Cette histoire a été faite de guerres, d'affrontements, et bien sûr cela a créé de la méfiance, c'est justement pourquoi on se retrouve, parce que notre analyse, à Mme Merkel et comme à moi-même, c'est que les risques et les menaces qui pèsent sur la Russie, sur l'Allemagne et sur la France sont les mêmes et que l'on a bien mieux à faire que de s'opposer.

QUESTION -- On est à la veille d'une cinquième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, la contestation lycéenne semble se poursuivre et certains départements éprouvent des difficultés d'approvisionnement en carburant. Comment est-ce que vous comptez répondre à cette contestation ?

LE PRESIDENT -- C'est une question pour Madame MERKEL ou pour moi ? Je suis avec Madame MERKEL, j'attends Monsieur MEDVEDEV. Vous savez l'importance pour les retraités français et pour les futurs retraités de la réforme des retraites. Cette réforme est essentielle, la France s'y est engagée, la France la mettra en oeuvre comme nos amis allemands ont mis en oeuvre, il y a quelques années une réforme des retraites. Il est parfaitement normal et naturel que cela crée

quelques années, une réforme des retraites. Il est parfaitement normal et naturel que cela crée des inquiétudes et des oppositions et c'est normal aussi et naturel qu'un gouvernement démocratique, dans une démocratie parlementaire, s'assure que les automobilistes trouveront de l'essence et qu'il n'y aura pas d'affrontement, parce que dans une démocratie, l'affrontement n'est jamais quelque chose de positif.

Je vous remercie.